



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE BRASILIA

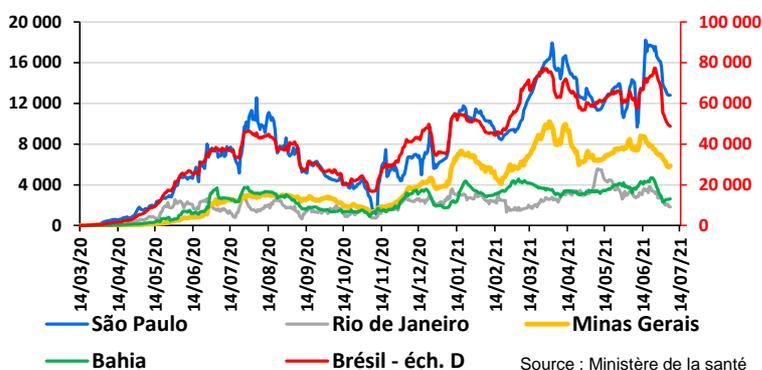
Semaines du 2 au 8 juillet 2021

Résumé :

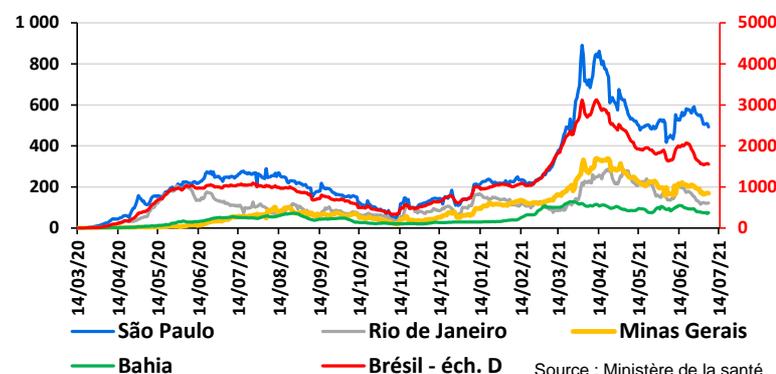
- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- Le gouvernement brésilien prolonge l'aide d'urgence jusqu'à octobre 2021.
- La production industrielle rebondit en juin et retrouve son niveau pré-pandémie.
- L'inflation atteint 8,4% en glissement annuel.
- Portées par les cours mondiaux des commodités, les exportations se maintiennent à des sommets.
- Paulo Guedes remet au Congrès une proposition de réforme de l'impôt sur le revenu.
- Evolution des marchés du 2 au 8 juillet 2021.
- Tableau de la semaine : avec le projet de réforme du gouvernement, 5,6 M de contribuables supplémentaires seraient exemptés d'impôts sur le revenu.

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.

Nouveaux cas par jour
(moyenne hebdomadaire)



Nouveaux décès par jour
(moyenne hebdomadaire)



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 49 887 nouveaux cas de Covid-19 et 1 563 décès par jour (contre 70 381 et 1 664 la semaine précédente). Au 6 juillet, le Brésil compte au total 18,9 M cas de contaminations et 526 892 décès depuis le début de la pandémie.

Le gouvernement brésilien prolonge l'aide d'urgence jusqu'à octobre 2021.

Le Président Jair Bolsonaro a annoncé lundi la prolongation de l'aide d'urgence (*auxílio emergencial*) pour trois mois supplémentaires, jusqu'à octobre 2021.

Sur la base de la Mesure Provisoire (MP 1039) du 18 mars dernier le Gouvernement va allonger la durée du programme jusqu'à la fin du mois d'octobre, selon les mêmes modalités¹. Une autre MP a également été signée pour ouvrir un crédit extraordinaire de 20,2 Mds BRL (3,7 Mds EUR) afin de payer les nouvelles échéances. **Avec cette prolongation de l'aide d'urgence, les dépenses extraordinaires liées à la crise et exclues du plafond des dépenses devraient atteindre environ 130 Mds BRL (21,7 Mds EUR) pour 2021.**

Le gouvernement tablerait sur une vaccination de de l'ensemble de la population brésilienne d'ici la fin de l'année, ce qui permettrait de mettre fin à l'aide d'urgence à cette échéance. Il n'exclut cependant pas une nouvelle prolongation en cas de retard dans la vaccination.

La production industrielle rebondit en juin et retrouve son niveau pré-pandémie.

Selon l'IBGE, la production industrielle a enregistré une hausse mensuelle corrigée des variations saisonnières (m.m cvs) de +1,4% en mai. Elle met ainsi fin à trois mois consécutifs de recul (-4,7% en cumulé) et retrouve son niveau de février 2020.

Au global, ce résultat reflète l'assouplissement des mesures d'endiguement et le renouvellement de l'aide d'urgence en avril. L'analyse par secteurs et par grandes catégories de biens révèle néanmoins des tendances contraires. La production de biens de consommation semi et non-durables progresse de

+3,6% m.m. Celle de biens de capital avance de +1,3% m.m, ce qui pourrait suggérer un début d'expansion de l'investissement au second trimestre. En revanche, les biens intermédiaires et de consommation durable reculent de respectivement -0,6% m.m et -2,4% m.m, en lien avec une production automobile toujours pénalisée par la pénurie d'intrants électroniques. Cette dernière stagne sur le mois (+0,1% m.m) et dénote avec le rebond plus marqué de l'industrie extractive (+2,0% m.m) et de celle de transformation (+1,2% m.m).

Il est probable que la tendance globale haussière et les divergences sectorielles se poursuivent en juin. En effet, d'après la Fondation Getulio Vargas (FGV) la confiance des industriels a progressé en juin (+0,7 pts) et le niveau d'utilisation des capacités a crû de +2,4 p.p. (à 79,4%). En revanche, l'Anfavea enregistre une baisse de la production automobile de -13,4 % m.m. en juin (voitures, véhicules légers, camions et bus). L'Anfavea a d'ailleurs révisé à la baisse sa projection de production de véhicules pour 2021, à 2,4 M (contre 2,5 M prévus en janvier), justifiée par la pénurie de semiconducteurs qui aurait empêché la production d'environ 100 000 véhicules au premier semestre.

L'inflation atteint 8,4% en glissement annuel.

L'IBGE vient de publier les statistiques de juin concernant l'indice des prix à la consommation large corrigée des variations saisonnières (IPCA, principal indice de référence d'inflation « apparente »). **La croissance de l'IPCA, corrigée des variations saisonnières, a décéléré de +0,88% m.m. en mai à +0,59% m.m. en juin.**

Presque tous les groupes de produits ont vu leurs prix augmenter sur le mois. Le logement (0,17 p.p.) et l'alimentation (0,15 p.p.) contribuent le plus fortement à l'IPCA, avec une progression des prix de l'électricité² toujours marquée, bien qu'en

¹ Voir les brèves économiques et financières du 12 au 18 mars 2021. Selon l'exécutif, les mensualités de l'aide d'urgence se maintiendront à 150 BRL par mois pour les personnes seules, 375 BRL par mois pour les mères célibataires et 250 BRL par mois pour

les autres. Le nombre de bénéficiaires devrait également rester inchangé, à 39,3 M.

² L'électricité a eu le plus fort impact individuel sur l'indice du mois. Cela s'explique non seulement par le rattrapage des ajustements tarifaires (qui avaient été reportés en 2020) mais également par la

décélération. Ils sont suivis par les transports (0,9 p.p.). Seuls les produits de communication sont en déflation en juin (-0,01 p.p.).

Sur les douze derniers mois, la progression de l'IPCA atteint +8,4% g.a. (contre +8,1% g.a. en mai), ce qui reflète une hausse des prix des commodités et des prix administrés qui se transmettent aux produits industriels³. L'inflation reste ainsi au-dessus de la fourchette supérieure de la cible de la politique monétaire (3,75% +/- 1,25 p.p.)⁴. **De plus, les prévisions d'inflation du marché sont réévaluées à la hausse** : selon le rapport Focus de la Banque Centrale du Brésil (BCB), les opérateurs de marché prévoient une inflation en 2021 de +6,1%, supérieure à leur prévision d'il y a un mois (+5,5%) et à la prévision de la BCB (+5,8%). **Cette hausse des anticipations devrait inciter la BCB à continuer son resserrement monétaire** lors de sa prochaine réunion de politique monétaire (3-4 août). **A ce titre, les économistes de marché prévoient désormais que le taux Selic termine l'année à 6,5%, alors qu'il est actuellement à 4,25%.**

Portées par les cours mondiaux des commodités, les exportations se maintiennent à des sommets.

Selon le Secrétariat du Commerce extérieur (Secex) du Ministère de l'Economie, la balance commerciale du Brésil a été excédentaire de +10,4 Mds USD en juin (contre +6,5 Mds USD en juin 2020) et atteint ainsi un nouveau record historique. Les exportations en valeur s'élèvent à 28,1 Mds USD sur le mois (en hausse de +60,8% g.a.) et établissent également un record depuis 1997. Les importations en valeur s'élèvent à 17,7 Mds USD (en hausse de +61,5% g.a.)⁵.

crise hydrique qui a lieu dans plusieurs Etats. Celle-ci impose l'utilisation accrue d'énergie thermique dans le mix énergétique brésilien (plus chère que l'énergie hydroélectrique) et entraîne la mise en vigueur du drapeau tarifaire rouge de niveau 1 (en mai) et de niveau 2 (en juin)..

³ A leur tour, les prix des produits industriels sont susceptibles d'alimenter l'inflation sous-jacente. La moyenne des mesures d'inflation sous-jacente de la BCB est plus faible que l'IPCA et se situe autour de 5,1% g.a.

Du côté des importations, la normalisation par rapport à l'année dernière, durant laquelle les achats extérieurs du Brésil étaient déprimés à cause de la récession brésilienne et de leur renchérissement (dépréciation du réal), **se poursuit.**

En parallèle, les exportations continuent d'être soutenues par les ventes de l'industrie extractive (+175,8% g.a.), notamment de minerai de fer et de pétrole brut. **Le secteur agricole progresse plus modestement** (+24,9% g.a.), porté par les exportations de soja non transformé et de coton. Les exportations de l'industrie manufacturière s'accroissent également (+38,1% g.a.) grâce aux produits alimentaires transformés (sucre, farines animales, viande réfrigérée, etc.). **Au global, les exportations en valeur restent majoritairement stimulées par la hausse des prix des matières premières (associée à la reprise mondiale)** : le volume des exportations a progressé de +11% g.a. en mai tandis que leurs prix ont progressé de +44,1% g.a.

Face aux performances commerciales record brésiennes, à la reprise de la demande étrangère et à la hausse des cours des commodités, **le gouvernement a augmenté sa prévision d'excédent commercial en 2021 à 105,3 Mds USD, soit le double de l'excédent enregistré en 2020.** De son côté, le marché anticipe un excédent de 68,4 Mds USD, davantage en ligne avec la prévision de la Banque Centrale du Brésil (70 Mds USD).

Paulo Guedes remet au Congrès une proposition de réforme de l'impôt sur le revenu.

Le ministre de l'Economie, Paulo Guedes, a remis au Congrès la deuxième phase de la réforme

⁴ L'inflation en g.a. actuelle couvre la période allant de juin 2020 à juin 2021, alors que la cible de la BCB est un chiffre d'inflation en g.a. allant de décembre 2021 à décembre 2021.

⁵ Ces statistiques ne prennent pas en considération les effets du régime Repetro, qui gonflaient jusqu'à présent de manière « fictive » les exportations et surtout les importations de plateformes pétrolières. En effet, depuis avril, le ministère de l'Economie exclue ces opérations des statistiques commerciales brésiennes.

fiscale du gouvernement⁶, concernant l'impôt sur le revenu des particuliers, des sociétés et sur les investissements financiers.

Au-delà de plusieurs modifications de règles d'imposition visant à réduire le poids de la bureaucratie et à faciliter le paiement des impôts, la proposition de réforme s'articule autour de trois principaux axes.

1/ Impôt sur le revenu des particuliers (IRPF⁷). Pour les particuliers, la proposition de réforme vise à rehausser le seuil d'exonération de l'IRPF de 31% (de 1 904 à 2 500 réaux par mois) et à rééchelonner les tranches d'imposition supérieures de 13%. Selon le gouvernement, cela aurait pour effet de réduire de moitié la base d'imposition de l'IRPF, en augmentant le nombre de contribuables exonérés de 10,7 M à 16,3 M. Par ailleurs, alors que la déclaration en ligne remplace celle faite sur papier, la proposition restreint davantage la règle de déclaration simplifiée. Elle permet une exonération de 20% du revenu imposable, sous condition de remplir un formulaire simplifié, mais ne serait plus valable que pour les contribuables dont le revenu annuel est inférieur à 40 000 réaux, contre 83 000 réaux auparavant. Enfin, les revenus des dividendes seraient désormais imposés à la source, à hauteur de 20%, alors qu'ils étaient exonérés jusqu'à présent (voir *infra*).

2/ Impôt sur les sociétés. La proposition de réforme réduit le taux d'imposition des entreprises pour l'IRPJ⁸ en deux phases : de 15% aujourd'hui à 12,5% en 2022 puis de 12,5% à 10% en 2023. En parallèle, elle laisse inchangés le taux de l'IRPJ additionnel (à 10%, uniquement sur la partie de

bénéfice imposable dépassant 20 000 réaux par mois) et le taux du CSLL⁹ (à 9%). **La rémunération des capitaux propres pour les entreprises ne serait plus considérée comme une charge d'exploitation et ne serait donc plus exonérée d'impôts¹⁰. La réforme introduit en parallèle un taux d'imposition de 20% sur les dividendes distribués, à la source.** Une exonération pouvant aller jusqu'à 240 000 réaux par an sera néanmoins effectuée pour les dividendes versés par les micros et petites entreprises.

3/ Impôt sur les investissements financiers. La proposition du gouvernement unifie à la baisse l'imposition des fonds communs de placement et des fonds d'investissement en valeur mobilières, à 15%. Ce taux uniforme entre produits d'investissement (bons du Trésor, dépôts bancaires, transactions boursières, etc.), entre marchés financiers (au comptant, à terme, etc.) et entre fonds d'investissement a pour objectif de mettre fin aux distorsions dans l'allocation des ressources. La proposition unifie par ailleurs des taux d'imposition qui étaient jusqu'à présent décroissants avec la durée d'investissement¹¹.

Le projet de réforme fait déjà l'objet de nombreux débats au Congrès comme en dehors, si bien que ses modalités pourraient varier fortement d'ici son vote. Les entreprises jugent que la baisse proposée de l'IRPJ est insuffisante pour faire face à l'imposition des dividendes, tandis que des députés redoutent que l'abaissement de l'éligibilité à la règle d'imposition simplifiée ne pénalise trop la classe moyenne brésilienne. Par ailleurs, si le projet de réforme veut être fiscalement neutre¹² et réduire le

⁶ La première phase de la réforme fiscale fait quant à elle référence à l'unification du PIS/Cofins en une seule TVA fédérale.

⁷ *Imposto de Renda da Pessoa Física*.

⁸ *Imposto de Renda Pessoa Jurídica*.

⁹ *Contribuição Sobre Lucros Líquidos*.

¹⁰ La rémunération des capitaux propres (i.e. dividendes ou rémunération des actionnaires) était jusqu'à présent exonérée d'impôts afin de stimuler l'investissement et d'éviter une distorsion provoquée par le système fiscal. En effet, si une entreprise voulait investir, il lui était préférable de s'endetter plutôt que de collecter des fonds auprès de ses actionnaires, car le paiement des intérêts sur la dette était déduit de ses bénéfices et donc de sa charge fiscale, à l'inverse du paiement des dividendes. Exonérer les dividendes (à hauteur du taux de rendement de long terme de

l'économie dit TJLP, approximant le coût de la dette) permettait donc de créer un système fiscal neutre pour les décisions d'investissement des entreprises. Cependant, les autorités considèrent que l'exonération d'imposition des dividendes s'est révélée inefficace pour éliminer ce biais « pro-dette ».

¹¹ La baisse des taux d'imposition avec la durée d'investissement avait pour objectif d'encourager les investissements de long terme. Les autorités considèrent qu'avec la baisse des taux d'intérêt, le financement à long terme se fait plus naturellement sans qu'il ne soit nécessaire de mettre en place des incitations fiscales à cet effet.

¹² Selon José Barroso Testes Neto, Secrétaire de la Recette Fédérale, la proposition de réforme de l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises devrait avoir un impact neutre sur les

« coût Brésil »¹³, des observateurs (économistes, avocats, etc.) craignent à l'inverse que la réforme n'augmente la charge fiscale (au détriment de l'investissement productif) et n'accroisse davantage la complexité fiscale brésilienne.

Evolution des marchés du 2 au 8 juillet 2021.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-0,8%	+4,1%	124 936
Risque-pays (EMBI+ Br)	+17pt	+19pt	287
Taux de change R\$/USD	+6,4%	-1,3%	5,28
Taux de change R\$/€	+6,2%	-3,7%	6,25

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Tableau de la semaine : avec le projet de réforme du gouvernement, 5,6 M de contribuables supplémentaires seraient exemptés d'impôts sur le revenu.

Système actuel		Proposition de réforme de l'impôt sur le revenu du gouvernement			
Contribuables (M)	Tranche de revenu (BRL/mois)	Contribuables (M)	Tranche de revenu (BRL/mois)	Taux d'imposition sur le revenu (%)	Hausse de la tranche (%)
10,7	0 - 1 903,98	16,3	0 - 2 500	0	31,3
6,8	1 903,99 - 2 826,65	2,8	2 500,01 - 3 200	7,5	13,2
3,7	2 826,66 - 3 751,05	3,6	3 200,01 - 4 250	15	13,3
2,3	3 751,06 - 4 664,68	2,2	4 250,01 - 5 300	22,5	13,6
6,9	> 4 664,68	6,3	> 5 300,01	27,5	13,6

Source : Ministère de l'Economie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Pour s'abonner :

Crédit photo :

Sébastien Andrieux, chef du Service économique régional de Brasília
Tristan Gantois, Julio Ramos-Tallada

tristan.gantois@dgtresor.gouv.fr

©marchello74